

3° minimum acht uur theoretische opleiding met collectieve evaluatie.

De praktijkstage van de eerste cyclus moet onder toezicht staan van een brevethoudende coördinator of van een coördinator van de tweede opleidingscyclus of moet het voorwerp hebben uitgemaakt van een overeenkomst met de inrichtende macht van het vakantiecetrum. In de overeenkomst worden de praktische regelingen voor het toezicht gespecificeerd. De opleidingscommissie is belast met het opstellen van een kader voor de opstelling van de overeenkomst.

De praktische stage van de tweede cyclus wordt uitgevoerd als volwaardige coördinator, op het veld of tijdens het verblijf.

De opleiding van de coördinator duurt minimaal 12 maanden en maximaal 36 maanden. Deze maximumduur van 36 maanden kan bij wijze van uitzondering worden verlengd door middel van vrijstelling door de jeugddienst”.

Art. 2. In artikel 17, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°punt 1° van het eerste lid, wordt vervangen door hetgeen volgt:

”1° wanneer de praktische stage wordt uitgevoerd in het kader van verblijven en kampen:

- a) een periode van ten minste zes dagen, waarvan vier volledige dagen overeenkomen met vijftien uur praktijkopleiding;
- b) een stage van ten minste acht dagen waarvan zes volledige dagen overeenkomen met een praktijkopleiding van honderd uur;
- c) een periode van ten minste tien dagen, waarvan acht volledige dagen overeenkomen met 150 uur praktijkopleiding. »;

2° Aan paragraaf 1 wordt een lid toegevoegd, dat als volgt luidt ”In de in het eerste lid, 1°, bedoelde gevallen moeten de uren van de eerste en de laatste dag samen ten minste acht uren animatie bedragen”.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 juni 2020, met uitzondering van artikel 1, dat van kracht wordt op 1 januari 2021.

Art. 4. De Minister van Kind en de Minister van Jeugd zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 februari 2021.

Voor de regering :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/30414]

11 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d’intérêt public relevant du Comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d’intérêt public relevant du Comité de secteur XVII

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 2 décembre 2020;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2020;

Vu l’accord du Ministre de la Fonction Publique, donné le 17 décembre 2020;

Vu le « test genre » du 2 février 2021 établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole n° 532 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 22 janvier 2021;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d’intérêt public relevant du Comité de secteur XVII*

Article 1^{er}. L’article 3 de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d’intérêt public relevant du Comité de secteur XVII, est remplacé par ce qui suit :

« Article 3. Le remplacement des membres du personnel qui délaissent leurs fonctions de manière temporaire est assuré à l’égard des membres du personnel visés à l’article 2, littera A et C.

Le remplacement des membres du personnel qui délaissent leurs fonctions de manière définitive est assuré à l’égard des membres du personnel visés à l’article 2, littera C.

Les alinéas 1 et 2 ne sont toutefois pas applicables lorsque la fonction est délaissée à la suite d'une mutation autre que résultant d'un repositionnement consécutif à une décision en ce sens prise par le MEDEX ou par le Conseiller en prévention -médecine du travail-, d'une modification du poste de travail, d'une mise à disposition ou de l'application de l'article 69, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Les remplacements susvisés s'effectuent selon les règles fixées par l'arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes et budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire. ».

Art. 2. Les articles 4 et 5 du même arrêté sont abrogés.

Art. 3. A l'article 7 alinéa 3 du même arrêté, les mots « d'un écartement » et « le SSA ou par l'organisme de médecine du travail » sont respectivement remplacés par les mots « d'un repositionnement » et les mots « le MEDEX ou par le Conseiller en prévention -médecine du travail- ».

Art. 4. L'intitulé du Chapitre 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 3. — Du remplacement des départs définitifs au sein du Ministère de la Communauté française »

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par les articles suivants :

« Article 8. Au sein du Ministère de la Communauté française, les moyens affectés au remplacement des départs définitifs font l'objet d'un mécanisme d'attribution sur base d'enveloppes annuelles de recrutement.

Ces enveloppes sont fixées pour chacune des entités suivantes : le Secrétariat général et chacune des Administrations générales du Ministère de la Communauté française.

Il est en outre créé une enveloppe stratégique alimentée par le transfert, à hauteur de 15 %, de l'enveloppe pour les départs définitifs allouée au Secrétariat général et à chaque Administration générale.

Au sein de chaque entité concernée, l'affectation de l'enveloppe relève de la compétence du Fonctionnaire général qui la dirige, sur décision prise en concertation avec les fonctionnaires généraux composant l'entité.

L'affectation de l'enveloppe stratégique relève du Comité de direction du Ministère.

Les priorités de recrutement de chaque entité et du Comité de direction sont concertées en début d'année au sein des Comités de concertation de base et du Comité intermédiaire de concertation respectivement.

Les montants des enveloppes de recrutements sont évalués chaque semestre par les Ministres ayant la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions. L'évaluation est réalisée sur base d'un rapport, rédigé par la Direction générale de la Fonction publique et des ressources humaines et soumis à l'avis de l'Inspection des finances. Le rapport permet aux Ministres ayant la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions d'évaluer la maîtrise de l'évolution des effectifs, de la masse salariale ainsi que la neutralité budgétaire du mécanisme des enveloppes en année courante, pleine et de manière pluriannuelle.

S'il ressort du rapport que la neutralité budgétaire du mécanisme des enveloppes n'est pas assurée, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions peut, le cas échéant, proposer au Gouvernement toute mesure visant à rétablir cette neutralité. Les mesures proposées ne doivent pas nécessairement consister dans l'application d'un taux de remplacement tel que défini à l'article 8/2, alinéa 3.

Le rapport présente également l'affectation des ressources humaines des différentes enveloppes de recrutement visées aux alinéas 1 à 3. Le rapport doit démontrer que l'affectation des ressources humaines de ces enveloppes est en adéquation avec la mise en œuvre des objectifs du Contrat d'administration. S'il ressort du rapport que l'affectation des ressources humaines n'est pas en adéquation avec la mise en œuvre des objectifs du Contrat d'administration, le Ministre de la Fonction publique peut, le cas échéant, proposer au Gouvernement de modifier l'affectation fixée par le Comité de direction du Ministère.

Article 8/1. -La gestion des recrutements est assurée par le Secrétariat général, Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines, sur la base d'enveloppes de recrutement alimentées pour chaque entité par les départs définitifs intervenants durant l'année en cours.

Elle s'opère selon les modalités suivantes :

1° alimentation des enveloppes dès le début de l'année sur la base des moyens libérés par les départs à la retraite durant l'année concernée et par les autres départs dont la date est connue à ce moment;

2° alimentation des enveloppes en continu au fur et à mesure de la confirmation de la date des départs dont l'existence ou la date n'étaient pas connues en début d'année sur la base des moyens libérés par ces départs;

3° libération des enveloppes dans la limite des moyens disponibles en année pleine et en année courante et des taux de remplacement visés à l'article 4.

Les enveloppes sont alimentées sur la base du coût réel des départs définitifs au grade de recrutement correspondant à leur fonction et impactées par le coût réel des recrutements opérés.

Article 8/2. - Le taux de remplacement fixé pour les enveloppes de recrutement de chacune des entités dépend des éventuelles restrictions aux recrutements fixés par le Gouvernement et du pourcentage de ressources humaines affectées dans l'entité concernée respectivement à des activités non critiques et à des activités critiques.

Les pourcentages de ressources humaines affectées à des activités non critiques et à des activités critiques sont respectivement fixés pour chaque entité comme suit :

	Critiques	Non-critiques
1° Secrétariat général	19 %	81 %
2° Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre communautaire pour mineurs dessais	66 %	34 %
3° Administration générale de l'Enseignement	22 %	78 %
4° Administration générale des Maisons de Justice	75 %	25 %
5° Administration générale de la Culture	9 %	91 %

	Critiques	Non-critiques
6° Administration générale du Sport	39 %	61 %

Le cas échéant, toute imposition par le Gouvernement d'une restriction aux recrutements s'exprime sous la forme d'un pourcentage de la capacité de remplacement des ressources humaines affectées à des activités non critiques fixé à un taux inférieur à 100 %.

Le taux de remplacement des ressources humaines affectées à des activités critiques est quant à lui constant et égal à 100 %.

Le taux de remplacement fixé pour l'enveloppe de recrutement de chacune des entités visées à l'article 2 est calculé comme suit : (% de ressources critiques X 100 %) + (% de ressources non critiques X taux de remplacement visé à l'alinéa 3).

Une évaluation du pourcentage de l'affectation des ressources humaines à des processus critiques et non-critiques est réalisée tous les 3 ans en concertation avec l'ensemble des membres du Gouvernement et les organisations syndicales. ».

Art. 6. Dans l'article 8bis du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Au sein de l'ensemble des services visés par l'article 1^{er}, » sont remplacés par les mots « Au sein des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit : « L'alinéa 1^{er}, 5°, est applicable au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française. ».

Art. 7. Après l'article 9 du même arrêté, il est inséré un chapitre intitulé comme suit :

« CHAPITRE 4. — *Dispositions finales.* »

Art. 8. L'article 9bis du même arrêté est supprimé.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française*

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française est modifié comme suit :

1° à l'article 22, 2°, a), les mots « les emplois du cadre » sont remplacés par les mots « les emplois de recrutement et les emplois de promotion du cadre »;

2° l'article 25 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. – Les déclarations de vacances d'emplois ou de grades et engagements visés à l'article 22 sont opérés dans la limite des moyens budgétaires alloués à cette fin tels que délimités notamment, pour les catégories qu'elles visent, par ou en application des réglementations suivantes :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, article 120;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaires des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, article 14/2;

3° l'arrêté du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 février 2021.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/30414]

11 FEBRUARI 2021. — **Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheid van het Comité van sector XVII vallen**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheid van het Comité van sector XVII vallen;

Gelet op het advies van de Inspectie Financiën, uitgebracht op 2 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 17 december 2020;

Gelet op de instemming van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 december 2020;

Gelet op de "gendertest" van 2 februari 2021, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op Protocol nr. 532 van het Onderhandelingscomité voor Sector XVII, gesloten op 22 januari 2021;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheid van het Comité van sector XVII vallen*

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheid van het Comité van sector XVII vallen, wordt vervangen door wat volgt:

"Artikel 3. Voor de in artikel 2, littera A en C, bedoelde personeelsleden wordt voorzien in de vervanging van personeelsleden die hun ambt tijdelijk neerleggen.

Voor de in artikel 2, littera C, bedoelde personeelsleden wordt voorzien in de vervanging van personeelsleden die hun ambt definitief neerleggen.

De leden 1 en 2 zijn echter niet van toepassing wanneer het ambt wordt opgeheven ten gevolge van een overplaatsing die niet het gevolg is van een herplaatsing na een beslissing in die zin van MEDEX of van de preventieadviseur arbeidsgeneeskunde, van een wijziging van de arbeidsplaats of van een terbeschikkingstelling of de toepassing van artikel 69, § 2, van het decreet van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de personeelsleden van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

De bovengenoemde vervangingen worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van het regeringsbesluit van 28 november 2013 betreffende de organisatie van het interne toezicht en de boekhoudkundige controle en de administratieve en budgettaire controle. ».

Art. 2. De artikelen 4 en 5 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 3. In artikel 7, lid 3, van hetzelfde besluit worden de woorden "van een verwijdering" en de woorden "de SSA of door de instellingsgeneeskundige dienst" respectief vervangen door de woorden "van een herplaatsing" en de woorden "de MEDEX of door de Preventieadviseur - arbeidsgeneeskunde".

Art. 4. Het opschrift van hoofdstuk 3 van het besluit wordt vervangen door het volgende:

"HOOFDSTUK 3. — Vervanging van permanente vertrekkers binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap".

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende artikelen:

"Artikel 8. Binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt voor de middelen die worden uitgetrokken voor de vervanging van vaste vertrekkers een toewijzingsmechanisme toegepast dat gebaseerd is op jaarlijkse aanwervingsenvelopes.

Deze enveloppen worden vastgesteld voor elk van de volgende entiteiten : het Secretariaat-Generaal en elk van de Algemene Besturen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Daarnaast wordt een strategische enveloppe gecreëerd, die wordt gefinancierd door de overdracht van 15% van de aan het secretariaat-generaal en elke algemene administratie toegewezen enveloppe voor definitieve vertrekkers.

Binnen elke betrokken entiteit valt de toewijzing van de enveloppe onder de verantwoordelijkheid van de algemene ambtenaar die deze beheert, op basis van een beslissing die is genomen in overleg met de algemene ambtenaren die de entiteit vormen.

De toewijzing van de strategische middelen valt onder de verantwoordelijkheid van het directiecomité van het ministerie.

De aanwervingsprioriteiten van elke entiteit en van het Directiecomité worden aan het begin van het jaar overeengekomen in het kader van respectief het Basisoverlegcomité en het Intermediair Overlegcomité.

De bedragen van de aanwervingsenveloppen worden om de zes maanden geëvalueerd door de ministers die verantwoordelijk zijn voor ambtenarenzaken en de begroting. De evaluatie wordt uitgevoerd op basis van een verslag dat wordt opgesteld door de Algemene Directie Ambtenarenzaken en Human Resources en voor advies voorgelegd aan de Inspectie van Financiën. Het verslag stelt de voor de ambtenarenzaken en begroting bevoegde ministers in staat de controle op de ontwikkeling van het personeelsbestand, de loonkosten en de budgettaire neutraliteit van het mechanisme van de enveloppen in het lopende jaar, het volledige jaar en op meerjarenbasis te beoordelen.

Indien uit het verslag blijkt dat de budgettaire neutraliteit van het mechanisme van de enveloppen niet gewaarborgd is, kan de minister bevoegd voor Begroting, in voorkomend geval, aan de regering alle maatregelen voorstellen om die neutraliteit te herstellen. De voorgestelde maatregelen hoeven niet noodzakelijkerwijs te bestaan uit de toepassing van een vervangingsratio als omschreven in artikel 8/2, lid 3.

Het verslag bevat ook de verdeling van de personele middelen over de verschillende aanwervingsenvelopes als bedoeld in de leden 1 tot en met 3. Uit het verslag moet blijken dat de toewijzing van personele middelen uit deze toewijzingen in overeenstemming is met de uitvoering van de doelstellingen van de bestuursovereenkomst. Indien uit het verslag blijkt dat de toewijzing van personele middelen niet in overeenstemming is met de tenuitvoerlegging van de doelstellingen van de bestuursovereenkomst, kan de minister van Ambtenarenzaken de regering zo nodig voorstellen de door het directiecomité van het ministerie vastgestelde toewijzing te wijzigen.

Artikel 8/1. –Het wervingsbeheer geschiedt door het Secretariaat-generaal, Algemene Directie Ambtenarenzaken en Human Resources, op basis van aanwervingsenveloppen die voor elke entiteit worden verstrekt door de laatste vertrekkers die in het lopende jaar plaatsvinden.

Het wervingsbeheer gebeurt als volgt:

1° de enveloppen worden vanaf het begin van het jaar aangevuld op basis van de middelen die vrijkomen door pensioneringen tijdens het betrokken jaar en door andere pensioneringen waarvan de datum op dat ogenblik bekend is;

2° het continu voeden van de enveloppen naarmate de datum van de vertrekken waarvan het bestaan of de datum niet gekend was bij het begin van het jaar, wordt bevestigd, op basis van de middelen die door deze vertrekken vrijkomen;

3° vrijmaking van de enveloppen binnen de perken van de in een volledig jaar en in het lopende jaar beschikbare middelen en de in artikel 4 bedoelde vervangingspercentages.

De financiële enveloppen worden vastgesteld op basis van de werkelijke kosten van definitieve vertrekken in de rang van aanwerving die overeenkomt met hun ambt en die worden beïnvloed door de werkelijke kosten van de aanwervingen.

Artikel 8/2. - Het vervangingspercentage dat is vastgesteld voor de aanwervingsenveloppen van elk van de entiteiten hangt af van eventuele door de regering vastgestelde aanwervingsbeperkingen en van het percentage van de personele middelen dat in de betrokken entiteit is toegewezen aan respectievelijk niet-kritieke en kritieke activiteiten.

De percentages van de human resources die respectievelijk aan niet-kritieke en kritische activiteiten worden toegewezen, worden voor elke entiteit als volgt vastgesteld:

	Kritisch	Niet-kritisch
1° Secretariaat-generaal	19 %	81 %
2° Algemeen bestuur Jeugdhulpverlening en Gemeenschapscentrum voor uithandengegeven minderjarigen	66 %	34 %
3° Algemeen bestuur het Onderwijs	22 %	78 %
4° Algemeen bestuur Justitiehuisen	75 %	25 %
5° Algemene bestuur Cultuur	9 %	91 %
6° Algemene bestuur Sport	39 %	61 %

In voorkomend geval wordt elke door de regering opgelegde aanwervingsbeperking uitgedrukt in een percentage van de vervangingscapaciteit van het personeel dat voor niet-kritieke activiteiten wordt ingezet, vastgesteld op een percentage van minder dan 100 %.

Het vervangingspercentage van het personeel dat voor kritieke activiteiten wordt ingezet, is constant en gelijk aan 100 %.

Het vervangingspercentage dat is vastgesteld voor de aanwervingsenveloppe van elk van de in artikel 2 bedoelde entiteiten, wordt als volgt berekend: (% van kritieke middelen X 100 %) + (% van niet-kritieke middelen X vervangingspercentage als bedoeld in lid 3).

Om de drie jaar wordt in overleg met alle leden van de regering en de vakbondsorganisaties het percentage van de human resources dat aan kritieke en niet-kritieke processen wordt besteed, geëvalueerd. ».

Art. 6. In artikel 8 bis van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Bij alle diensten bedoeld in artikel 1" vervangen door de woorden "Bij de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Sectorcomité XVII";

(2) het wordt aangevuld met een alinea die als volgt luidt "Paragraaf 1, 5°, is van toepassing binnen de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 7. Na artikel 9 van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk ingevoegd met het volgende opschrift:

"HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen. "

Art. 8. artikel 9bis van hetzelfde besluit wordt afgeschaft.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

Art. 9. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap wordt als volgt gewijzigd:

1° in artikel 22, 2°, a), worden de woorden "betrekkingen in de personeelsbezetting" vervangen door de woorden "aanwervings- en bevorderingsbetrekkingen in de personeelsbezetting";

2° artikel 25 wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 25. - De in artikel 22 bedoelde vacante betrekkingen of graden en wervingen gebeuren binnen de perken van de daartoe toegekende begrotingsmiddelen, zoals die inzonderheid voor de categorieën waarop zij betrekking hebben, bij of krachtens de volgende reglementeringen zijn vastgesteld:

1° het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van het personeel van de regering van de Franse Gemeenschap, artikel 120;

2° het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële toestand van de leden van het contractuele personeel van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, de *Conseil Supérieur de l'Audiotvisuel* en de Instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Sectorcomité XVII, artikel 14/2;

3° het besluit van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII".

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 februari 2021.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap:

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op WBE,

Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/30434]

11 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, articles 7 et 16, 50 et 263;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

Vu les avis rendus les 25 juin 2019, 12 novembre 2019, 21 janvier 2020, 17 mars 2020, 19 mai 2020, 23 juin 2020 par la Commission visée à l'article 38 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

Vu le test « genre » du 31 août 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 octobre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2020;

Vu le protocole de négociation du 3 décembre 2020 du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de négociation du 3 décembre 2020 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis 68.571/2 du Conseil d'État donné le 19 janvier 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation et de la Ministre de l'Enseignement de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les fonctions suivantes sont ajoutées :

ID fonction	Unité	Classification	Fonction	Niveau
1092	PS	CT	CT Vannerie DI	DI
1093	PS	PP	PP Vannerie DI	DI

2^o la fonction suivante est ajoutée :

ID fonction	Unité	Classification	Fonction	Niveau
1094	F		Instituteur primaire maturité I tout type et maturité II type 2	F

Art. 2. Dans l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les titres et barèmes prévus pour les fonctions énumérées ci-dessous sont remplacés par les titres et barèmes repris en annexe 1 au présent arrêté :

ID fonction	Unité	Classification	Fonction	Niveau
111	S	CT	CT Sports spécifiques: athlétisme DI	DI
112	S	CT	CT Sports spécifiques: basketball DI	DI
113	S	CT	CT Sports spécifiques: cyclisme DI	DI
114	S	CT	CT Sports spécifiques: équitation DI	DI